

REPUBLIQUE GABONAISE
Union - Travail - Justice



**RAPPORT EXPLICATIF ACCOMPAGNANT LE PROJET
DE LOI DE REGLEMENT, GESTION 2015**

Présenté

Au nom du Pr. Daniel ONA ONDO

Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Par :

- **M. Régis IMMONGAULT**, Ministre du Développement Durable, de l'Economie, de la Promotion des Investissements et de la Prospective ;
- **M. Christian MAGNAGNA**, Ministre du Budget et des Comptes Publics

Table des matières

PREMIERE PARTIE : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET	3
I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2015.....	4
A. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES.....	4
B. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT .	5
C. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC	5
D. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	5
II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2015	7
A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	7
B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	10
C. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2015.....	14
E. LA SITUATION MONETAIRE.....	16
DEUXIEME PARTIE : L'EXECUTION DU BUDGET.....	19
I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES	20
A. L'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES	21
B. L'EXECUTION DES CHARGES BUDGETAIRES	23
II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT..	28
A. LES CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	29
B. LES RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	30
C. DETERMINATION DU RESULTAT.....	31

Première Partie : LE CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET

I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2015

La croissance économique mondiale a décéléré en 2015, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans les pays émergents et en développement, dont la Chine, en dépit d'une reprise modeste dans les pays avancés. L'environnement international a été marqué par un recul du commerce mondial des biens et services, en raison d'une forte contraction de la demande mondiale en matières premières et en produits manufacturiers.

Dans un contexte de baisse des prix de l'énergie, la politique monétaire est demeurée accommodante dans les principaux pays avancés permettant ainsi de contenir l'inflation à un niveau proche de zéro. Par contre, dans la plupart des pays émergents et en développement les prix ont été orientés à la hausse, sous l'effet de la poursuite de tensions géopolitiques dans de nombreux pays.

Ainsi, l'expansion économique mondiale s'est traduite par un taux de croissance de 3,1% en 2015 contre 3,4% en 2014.

A. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS INDUSTRIALISES

Dans les pays avancés, quoique modeste, l'embellie s'est confirmée, grâce à une croissance du PIB estimée à 1,9%. Cette orientation positive de l'économie dans ces pays a été soutenue par une accélération économique aux Etats-Unis et un affermissement progressif de la reprise dans la zone euro. Dans la plupart des pays, la demande, favorisée par la baisse du prix du pétrole et le recul des taux d'intérêt, est demeurée forte.

Aux **Etats-Unis**, dans un contexte de baisse des prix de l'énergie et d'allègement du frein budgétaire, la reprise économique s'est intensifiée et s'est traduite par un redressement du marché immobilier et un redémarrage du marché du travail. Ainsi, la croissance s'est chiffrée à 2,4 % comme en 2014.

En dépit d'un recul des exportations, la croissance économique au **Japon** a été positive avec un taux de 0,5% contre 0% un an auparavant. La relance budgétaire a favorisé la consommation, dans un environnement marqué par le recul des prix du pétrole et l'augmentation des revenus.

La croissance économique s'est établie à 1,6 % dans la Zone Euro contre 0,9% un an plus tôt. Cette reprise en palier, soutenue par une consommation privée en hausse, s'est opérée concomitamment à une dépréciation de l'euro et à un assouplissement de la politique monétaire.

En **Allemagne**, la demande intérieure a été le principal moteur économique au regard des difficultés conjoncturelles du commerce extérieur. L'économie allemande a progressé moins vite que prévue et a enregistré 1,5% de croissance du PIB en 2015 contre 1,6% l'année précédente.

De même, une forte consommation a permis une évolution favorable de la croissance économique **française** estimée à 1,1% contre 0,2% il y a un an. La sortie de la récession pour l'**Italie** et la reprise soutenue en **Espagne** se sont traduites par des taux d'expansion respectifs de 0,8% et 3,2%.

Hors de la zone euro, l'économie du **Royaume Uni** a fléchi en 2015, pour se situer à 2,2% contre 2,9% en 2014.

B. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans les **pays émergents et en développement d'Asie**, l'activité économique a montré des signes d'essoufflement. Ainsi, la croissance de la zone a baissé (6,6% contre 6,8% un an plus tôt). Dans cet ensemble, l'économie chinoise a décéléré sous l'effet du recul des investissements et de la demande extérieure. Toutefois, la croissance du PIB chinois estimée à 6,9% est demeurée robuste. En Inde, la croissance économique s'est stabilisée à 7,3%.

En **Amérique latine**, la détérioration des indicateurs économiques de la zone s'est traduite par une croissance négative (-0,1%). Cette contre-performance a résulté de la baisse des cours des matières premières qui ont influé sur les exportations. Au Brésil, la situation économique difficile s'est traduite par une croissance de -3,8% contre 0,1% auparavant. En revanche, au Mexique, le PIB a crû de 2,5% contre 2,3% en 2014.

La baisse des cours de l'or noir, les tensions géopolitiques et les conflits internes ont pesé sur les perspectives économiques au **Moyen-Orient**. Dans ce contexte, la croissance a fléchi à 2,5% contre 2,8% un an plus tôt. En Arabie Saoudite, première économie du Moyen-Orient, l'activité a généré une croissance de 3,4%.

La croissance des pays de l'**Afrique subsaharienne** a chuté à 3,4% en 2015 contre 5,0% en 2014. Le ralentissement observé en 2015 s'explique principalement par les répercussions de la baisse des prix des produits de base, ainsi que le recul de la demande en provenance de Chine et le durcissement des conditions financières mondiales. Les deux principales économies de la zone, Nigéria et Afrique du sud, ont subi les effets du ralentissement mondial (+2,7% et +1,3% respectivement).

C. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

En zone **CEMAC**, la situation macroéconomique a été marquée par une décélération de la croissance économique, une détérioration des comptes publics et des comptes extérieurs. Ainsi, le PIB réel a été évalué à 2,8% contre 4,8% en 2014 en rapport avec la contreperformance conjointe des secteurs pétrolier et non pétrolier. Le secteur pétrolier a fortement ralenti à 1,3% après 2,8% en 2014, tandis que dans le secteur non pétrolier, les activités ont cru de 3,3% contre 5,5% un an auparavant.

Par pays, l'expansion s'est traduite comme suit: Cameroun 5,9% en 2015 comme en 2014, Centrafrique 4,9 % contre 0,7 %, Congo 2,4 % contre 5,6 %, Tchad 3,3 % contre 6,9 %, Gabon 3,9% contre 4,3%, Guinée-Équatoriale -6,1 % contre 0,6 %.

D. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

Les prix des matières premières ont souffert en 2015 de l'abondance de l'offre, de la baisse de la demande chinoise et de la hausse de 15% du dollar par rapport à l'euro. Mais certaines matières premières ont tout de même résisté à la crise, notamment le cacao qui a vu son prix progresser de 2,4% en 2015. Pour le reste, les plus fortes baisses ont été enregistrées par le pétrole, le manganèse et le minerai de fer.

Le pétrole

En 2015, le cours du Brent a décliné de façon continue jusqu'en décembre pour atteindre 37,7 dollars, soit une baisse de 47% par rapport à 2014. Cette situation s'explique par la faiblesse de la demande mondiale de pétrole face à une offre surabondante, alimentée par la guerre des parts de marché entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les Etats-Unis.

Le sucre

Les prix du sucre ont chuté de 22,7% en 2015 pour se situer à une moyenne annuelle de 13,2 cents USD par livre contre 17,1 en 2014, dans le sillage de la baisse des prix du pétrole et d'une cinquième année d'excédent mondial à 3,37 millions de tonnes (Mt).

Le cacao

Après avoir atteint fin novembre ses prix les plus élevés depuis 2011 à cause des conditions météorologiques en Afrique de l'Ouest (un harmattan avec des vents secs et violents) et du ralentissement des arrivages chez les deux premiers acteurs sur la scène cacaoyère mondiale, les cours du cacao ont terminé 2015 avec une moyenne annuelle de 3 135,2 dollars la tonne, soit une hausse de 2,4% par rapport à 2014.

Le café

A fin 2015, le cours du café a connu une chute de 20,9% pour un prix moyen annuel de 160,5 cents la livre pour les variétés Arabica, alors que le robusta a clôturé l'année avec un prix moyen annuel à 94,2 cents la livre, soit une baisse de 10,8% par rapport à 2014, sous l'effet d'importants stocks au Vietnam, premier producteur et exportateur mondial de Robusta, mais aussi des exportations soutenues d'Inde et du Brésil.

L'huile de palme

Les prix moyens de l'huile de palme ont perdu 23,6% par rapport à 2014 atteignant 565,1 dollars la tonne contre 739,4 dollars. L'offre importante du marché mondial d'oléagineux, la faiblesse des prix du pétrole et les faibles consommations chinoises d'huile de palme ont contribué à la régression des cours de l'huile de palme.

Le caoutchouc naturel

Le marché du caoutchouc a enregistré en 2015 le niveau de prix le plus bas depuis 2009. La chute des cours du pétrole a permis la relance de la concurrence du caoutchouc synthétique, un substituant devenu compétitif. A cela, il convient d'ajouter le ralentissement en Chine, dans un contexte d'offre excédentaire. Ces évolutions ont entraîné la baisse des prix du caoutchouc à leur plus bas niveau depuis 2009 à 88,7 cents USD la livre, soit une chute de 20,3% par rapport à l'année précédente.

Le manganèse

Dans un contexte de contraction de l'activité sidérurgique internationale et de la construction immobilière et navale en Chine, les prix du minerai de manganèse CIF Chine 44% ont fortement baissé de 49% entre décembre 2014 et décembre 2015, pour se situer environ à 2,6 USD/dmtu. Cette évolution a été en grande partie exacerbée par l'arrivée de nouveaux producteurs sud-africains, favorisés par une très forte dépréciation de la devise locale.

Le fer

Les cours du minerai de fer ont reculé de 43% en 2015 à 55,2 dollars la tonne, en raison de la surabondance de l'offre. En effet, les quatre premiers producteurs mondiaux de fer, Vale, Rio Tinto, BHP et Fortescue (FMG) ont continué à augmenter leurs productions dont 37 millions de tonnes en plus en 2015 pour Rio Tinto.

L'or

L'once d'or a terminé 2015 à 1 160 dollars en moyenne annuelle, en baisse de 8,3% par rapport à 2014. L'accroissement de la production d'or en 2015 à 3 155 tonnes et les perspectives d'augmentation des taux d'intérêt de la Banque centrale américaine ont tiré le cours du métal jaune vers le bas.

II. LE CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL EN 2015

En 2015, le contexte économique national est marqué par une timide reprise du rythme d'expansion de l'économie mondiale, une chute brutale du cours moyen du brut gabonais, une baisse des prix du manganèse, une dépréciation du taux de change FCFA/dollar malgré une augmentation de la production pétrolière et minière.

Ces conditions défavorables ont conduit à un ralentissement du taux de croissance accompagné d'une décélération des prix à la consommation. Contrairement aux trois (3) années précédentes, la croissance est tirée par le secteur pétrole, suite à la réduction du taux d'expansion de l'activité du secteur hors pétrole.

A. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

La croissance du Produit Intérieur Brut en 2015 s'est établie à 3,9%, soit un ralentissement de 0,4 point par rapport à 2014. Cette évolution résulte des bonnes performances du secteur pétrolier qui croît de 8,6% contre 3,2% dans le secteur hors-pétrole.

Tableau n°1 : Evolution du taux de croissance

	2013	2014	2015
PIB total	5,6%	4,3%	3,9%
PIB pétrole	-5,3%	-0,3%	8,6%
PIB hors pétrole	7,5%	5%	3,2%

Source : DGEPF

1 .Le PIB par secteur d'activité (offre)

En 2015, l'activité économique a subi les effets du contexte international marqué par un ralentissement de la demande. Néanmoins, on note des évolutions positives dans les secteurs primaires (8,3%) et tertiaire (5,6%) qui portent la croissance, en dépit de la légère baisse de l'activité du secondaire (-1,5%).

La bonne progression dans le secteur primaire s'explique principalement par la reprise dans les branches pétrolière (8,6%) et minière (6,5%), ainsi que par le dynamisme des activités de l'agriculture vivrière (9,7%) et de l'exploitation forestière (5,3%).

Ainsi, la hausse de la production pétrolière est imputable à l'optimisation de certains champs et à la vigueur de la demande européenne, en dépit d'un cours du baril qui s'est maintenu à des niveaux très bas. Parallèlement, la hausse de la valeur ajoutée dans les mines résulte principalement de l'accroissement de la production de Comilog (11%), sous l'effet d'une demande extérieure plus importante, malgré un prix du minerai en baisse.

Le secteur secondaire a connu un léger repli, accentuant ainsi la baisse amorcée en 2014, malgré les performances confortables réalisées dans les branches raffinage (11,4%), industrie du bois (6,4%) et électricité et eau (4,5%).

Ainsi, l'activité de BTP étant fortement dépendante de l'offre de marché public, cette branche a subi le contrecoup de la baisse du budget d'investissement. Quant aux « Autres industries », les difficultés éprouvées par les opérateurs de ce secteur sont liées à une baisse de la demande et à une concurrence plus accrue dans l'activité manufacturière.

Concernant la branche « Raffinage », sa progression s'explique essentiellement par la baisse du coût de son principal intrant qu'est le pétrole. Pour ce qui est de l'activité « Electricité et eau », ses performances s'expliquent par l'extension et la mise à niveau de son réseau de distribution.

L'évolution à la hausse dans le secteur tertiaire provient principalement des branches « Transports et communications » (12,7%) et « Banques et Assurance » (6,4%), en dépit d'une baisse observée dans les Services (-0,2%) et le Commerce (-0,7%).

Tableau n°2 : Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur d'activité

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)				PIB en volume (au Prix de 2001)			
	2013	2014	2015	15/14	2013	2014	2015	15/14
Produit Intérieur brut	8690,5	8988,3	8447,2	-6,0%	4934,5	5147,4	5345,9	3,9%
PIB marchand	7686,8	7694,5	7224,4	-6,1%	3987,8	4145,7	4299,7	3,7%
Secteur Primaire	3086,1	2910,6	2466,3	-15,3%	975,4	991,8	1074,2	8,3%
Agriculture, élevage, Pêche	238,6	260,7	292,1	12,0%	202,9	217,2	236,6	8,9%
Exploitation Forestière	50,7	64,8	78,7	21,5%	45,2	54,9	57,8	5,3%
Pétrole Brut	2526,8	2357,8	1926,2	-18,3%	643,1	641,2	696,2	8,6%
Mines	270,0	227,3	169,3	-25,5%	84,2	78,5	83,7	6,5%
Secteur Secondaire	2122,8	2153,8	2055,1	-4,6%	1020,0	1038,3	1022,5	-1,5%
Industrie agro-al, boissons	124,9	144,9	148,9	2,7%	96,8	110,8	110,5	-0,3%
Industrie du bois	84,6	114,1	139,8	22,6%	56,3	72,4	77,0	6,4%
Industrie minière	0,0	0,0	6,3		0,0	0,0	5,4	
Autres industries	237,7	254,8	231,6	-9,1%	129,4	128,0	126,4	-1,3%
Raffinage	13,6	12,6	8,9	-29,8%	8,1	7,8	8,7	11,4%
Electricité, eau	70,7	84,7	91,0	7,4%	43,9	49,5	51,7	4,5%
BTP	560,6	505,6	498,6	-1,4%	334,6	298,4	287,4	-3,7%
Service pétroliers	1030,7	1036,9	930,1	-10,3%	351,0	371,4	355,4	-4,3%
Secteur Tertiaire	1765,3	1883,3	1982,3	5,3%	1465,3	1558,5	1646,5	5,6%
Transport & Communications	388,3	433,8	452,2	4,2%	403,3	436,9	492,5	12,7%
Services	869,5	894,1	961,1	7,5%	726,5	760,7	759,2	-0,2%
Commerce	432,9	450,2	440,8	-2,1%	272,7	281,9	280,0	-0,7%
Banques et Assurances	197,9	217,5	232,3	6,8%	212,4	230,6	245,4	6,4%
SIFIM	-123,3	-112,3	-104,1	-7,3%	-149,6	-151,7	-130,6	-13,9%
Services non Marchands	1003,7	1293,8	1222,7	-5,5%	946,7	1001,7	1046,2	4,4%
DTI et TVA	712,6	746,9	720,7	-3,5%	527,1	557,0	556,5	-0,1%

Source: DGEPE

2. Le PIB par la demande

Au terme de l'année 2015, la croissance a été principalement portée par la demande extérieure (8,7%), face à une contraction de la demande intérieure (-4,3%). L'accroissement de la demande extérieure s'explique davantage par le relèvement substantiel des exportations de pétrole (10,9%), en raison de la fermeté de la demande européenne et de celle de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'Europe et l'Asie ont absorbé près de 87,5% des exportations du brut gabonais en 2015, malgré un repli de 11,8% de la demande asiatique.

La baisse de la demande intérieure provient du repli de l'investissement total (-11,9%) notamment dans le pétrolier (-20,0%). Cette baisse a été atténuée par une hausse de 0,4% de la consommation totale, tirée par la consommation des ménages (4,1%), en liaison avec la mise en place du nouveau système de rémunération dans le secteur public.

Tableau n°3 : Evolution de la demande en 2015

	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2013	2014	2015	14/13	15/14	2013	2014	2015	14/13	15/14
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8690,5	8988,3	8481,2	3,4%	-5,6%	4934,5	5147,4	5345,9	4,3%	3,9%
DEMANDE INTERIEURE	6597,9	7593,2	6973,8	15,1%	-8,2%	5463,6	5876,9	5624,4	7,6%	-4,3%
CONSOMMATION TOTALE	4061,9	4434,8	4485,6	9,2%	1,1%	3490,7	3638,0	3651,6	4,2%	0,4%
Ménages	2805,6	3100,1	3217,6	10,5%	3,8%	2318,1	2446,5	2546,8	5,5%	4,1%
Administrations	1256,3	1334,7	1268,0	6,2%	-5,0%	1172,6	1191,5	1104,8	1,6%	-7,3%
INVESTISSEMENT TOTAL	2535,9	3158,4	2488,3	24,5%	-21,2%	1972,9	2238,9	1972,7	13,5%	-
Privé	1727,2	2597,7	2051,5	50,4%	-21,0%	1264,2	1656,7	1489,1	31,1%	-10,1%
Dont : Pétrole	963,2	1760,0	1232,0	82,7%	-30,0%	507,5	771,4	617,1	52,0%	-20,0%
Hors Pétrole	764,0	837,7	819,5	9,7%	-2,2%	756,7	885,3	872,0	17,0%	-1,5%
Administration	875,2	610,7	436,8	-30,2%	-28,5%	871,7	644,8	483,6	-26,0%	-25,0%
EXPORTATIONS TOTALES	4984,7	4001,7	3891,3	-19,7%	-2,8%	2125,8	2134,2	2319,0	0,4%	8,7%
Dont : Pétrole	4218,7	3164,5	2927,8	-25,0%	-7,5%	1361,4	1357,5	1505,5	-0,3%	10,9%

Source : MEGA/DGEPF

B. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

1. L'emploi

En 2015, le niveau de la croissance économique n'a pas été créateur net d'emplois, aussi bien dans l'administration que dans le secteur privé. En effet, les effectifs du secteur moderne ont baissé de 1,0% pour se situer à 195 289 agents. Cette variation est liée aux régressions des effectifs dans les sociétés, notamment ceux du privé, malgré la très légère hausse de 0,1% des emplois du secteur public.

Tableau n°4 : Evolution de l'emploi dans le secteur moderne

Désignations	2014	2015	Var 15 /14
Sociétés	88 183	86 093	-2,4%
Parapubliques	4 976	5 052	1,5%
Privées	83 207	81 041	-2,6%
Secteur public	109 050	109 196	0,1%
Fonction Publique	86 555	87 075	0,6%
MONP	16 276	15 989	-1,8%
Libreville	6 222	7 005	12,6%
Intérieur	10 054	8 984	-10,6%
Collectivités locales	6 219	6 132	-1,4%
TOTAL GENERAL	197 233	195 289	-1,0%

Source : ESTIMATIONS DGEPF

a. L'emploi dans le secteur public

A fin décembre 2015, l'administration publique a enregistré une légère hausse des effectifs de 0,1%, soit 109 196 agents.

Cette variation résulte de l'augmentation des effectifs de la fonction publique (0,6%),⁷⁷ de la baisse des effectifs de la main d'œuvre non permanente (-1,8%) et des collectivités locales (-1,4%), traduisant ainsi la volonté des autorités à maîtriser la masse salariale qui représente 8,4% du PIB en hausse de 0,7 point par rapport à 2014.

La baisse des effectifs de la main d'œuvre non permanente (MONP) est liée à l'opération de bancarisation qui a permis de mieux comptabiliser les agents de cette catégorie.

De même, la baisse des effectifs des collectivités locales résulte de l'interdiction faite à ces dernières de recruter des agents au cours de l'exercice 2015 et du non remplacement des agents admis à faire valoir leur droit à la retraite.

b. L'emploi dans les sociétés

Le ralentissement, voire la contraction de l'activité économique observée en 2015, a eu un impact négatif sur le marché de l'emploi, notamment dans le secteur privé. En effet, l'emploi total du secteur privé a baissé de 2,6% en 2015 comparativement à 2014. Certains secteurs ont été plus affectés : le secteur pétrolier (-16,5%), les BTP (-18,7%), les autres industries (-9,8%) et les transports et télécommunication (-3,4%). Cette forte baisse de l'emploi a été atténuée par la hausse de l'emploi dans le secteur agricole (10,6%) et dans la branche électricité, eau et raffinage (5,8%).

La baisse de l'emploi dans le secteur pétrolier notamment dans les entreprises parapétrolières s'explique essentiellement par le repli des investissements face à la chute des prix du pétrole. Ce repli des effectifs de ce secteur a été atténué dans les entreprises pétrolières par l'accord de non licenciement passé entre l'Etat et les entreprises pétrolières durant cette période.

Les effets de la baisse de l'emploi dans certains secteurs du privé ont été amoindris par la hausse des effectifs dans les secteurs bois et agricole, en liaison avec le processus d'industrialisation et les recrutements liés aux projets conduits par la société OLAM (huile de palme, hévéa culture et projet GRAINE).

Tableau n°5 : Evolution de l'emploi dans les sociétés

Secteurs d'activités	2014	2015	var 15/14
Agriculture	9765	10802	10,6%
Pétrole	5498	4609	-16,2%
Mines	2535	2577	1,7%
Bois	13021	13308	2,2%
Agro-alimentaire	3649	3587	-1,7%
Autres industries	1857	1675	-9,8%
Eau- Electricité – Raffinage	2154	2278	5,8%
BTP	7014	5699	-18,7%
Transport-Télécommunication	11869	11465	-3,4%
Services	14220	13183	-7,3%
Commerce	8240	8481	2,9%
Banques & Assurances	3385	3377	-0,2%
TOTAL	83 207	81 041	-2,6%

Source : Estimation DGEPP

c. Le chômage

A fin décembre 2015, l'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 8 199 demandeurs d'emploi contre 8 606 en 2014, soit une régression de 4,7%. Concernant l'offre d'emploi, 2 282 postes de travail ont été offerts en 2015, soit une hausse de 12,5% par rapport à 2014. Les embauches réalisées en 2015 se chiffrent à 1 335 contre 1 513 en 2014.

Tableau n°6 : Evolution de l'offre et la demande d'emploi

	2014	2015	Var 15/14
Demandeurs d'emploi	8 606	8 199	-4,7%
Offres d'emploi	2 029	2 282	12,5%
Embauchés	1 513	1 335	-11,8%

Source : O.N.E

2. Les salaires

La masse salariale du secteur moderne exécutée en 2015 a progressé de 1,0% pour s'établir à 1953,2 milliards de FCFA, en raison de la hausse des rémunérations des agents publics, malgré la baisse des effectifs observée dans le secteur privé.

L'augmentation de la masse salariale du secteur public (4,4%) provient essentiellement du relèvement de la rémunération des postes solde permanente (8,5%), main d'œuvre non permanente (5,0 %) et collectivités locales (34,8%). Elle est fortement liée à l'instauration du nouveau système de rémunération, après la suppression du paiement de la Prime d'Incitation à la Performance (PIP) en juillet 2015.

Par contre, la contraction de la masse salariale des sociétés (-1,0%) résulte du ralentissement de l'activité enregistrée dans la quasi-totalité des secteurs. Les départs volontaires et les licenciements dans certaines branches d'activités, notamment dans les bâtiments et travaux publics, bois, transports et télécommunications, expliquent cette contraction.

Tableau n°7 : Evolution de la masse salariale du secteur moderne

Désignation	2014	2015	Var 15 /14
Sociétés (*)	1220,5	1208,6	-1,0%
Privées	1062,5	1041,1	-2,0%
Parapubliques	158,0	167,5	6,0%
Secteur Public	713,4	744,6	4,4%
Fonction publique	518,9	562,9	8,5%
MONP	66,3	69,6	5,0%
Autres (PIP)	106,1	82,3	-22,4%
Collectivités locales	22,1	29,8	34,8%
TOTAL GENERAL	1933,9	1953,2	1,0%

Source : *Estimations DGEPEF, ANINF, DGCPT

a. La masse salariale du secteur public

Au cours de l'année 2015, l'ensemble des administrations de la fonction publique a observé un accroissement de 8,5% de sa masse salariale comparativement à 2014. Elle s'établit à 562,9 milliards de FCFA contre 518,9 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de la rémunération des agents publics, en liaison avec la mise en place depuis juillet 2015 du nouveau système de rémunération.

Tableau n°8 : Evolution de la solde permanente par secteur

Secteurs	2014	2015	Var 15/14
Pouvoirs Publics	155,4	168,2	8,2%
Administration Générale	66,8	73,1	9,4%
Administration Economique	42,6	46,1	8,2%
Administration de Développement	24,7	27	9,3%
Administration des Transports	7,5	8	6,7%
Administration de l'Education	148,1	160,3	8,2%
Administration Sociale	72,8	79,1	8,7%
Autres	1	1,1	10,0%
Total	518,9	562,9	8,5%

Source : ANINF

b. La masse salariale des sociétés

Le secteur privé a connu une baisse de 2,0% des rémunérations par rapport à 2014, soit 21,4 milliards. Cette contraction s'explique par la baisse des emplois dans certains secteurs d'activité, notamment dans les transports et télécommunications, le pétrole, les BTP et le bois. En revanche, malgré le ralentissement de l'activité économique, certains secteurs ont connu une hausse des salaires. C'est le cas des secteurs minier, agricole, des services et bancaire.

3. Les prix

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a baissé de 0,3% en moyenne annuelle par rapport à 2014.

Ce recul des prix à la consommation s'explique principalement par une baisse des prix du poste « Logement, eau, gaz, électricité... » (-10,3%) ainsi que ceux des Communications (-21,8%) et de la Santé (-11,7%). En revanche, cette baisse des prix a été atténuée par la progression des prix des Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (3,2%), des « Articles d'habillement et chaussures...» (17,4%) et des « Loisirs et culture » (10,6%).

Les prix des communications ont poursuivi leur baisse en 2015. La forte chute observée dans les dépenses des postes « services postaux » et « téléphone et télégraphe » (-22,7%), explique ce repli. En effet, les ménages utilisent de moins en moins les services mandats émis, qui sont les principaux produits du poste « services postaux », en raison du recours plus accru à d'autres services des nouvelles technologies.

La fonction « téléphone et télégraphe » a reculé, en raison de la concurrence des opérateurs dans ce secteur et des offres promotionnelles. Parallèlement, l'évolution négative des autres composantes (téléphone fixe et frais d'installation de téléphone fixe, télécopie internet) soutient ce retrait.

Concernant la Santé, les dépenses des « services des médecins » (-30%) et « analyses médicales » (-21,1%) ont davantage contribué à cette baisse. En effet, l'utilisation régulière de l'assurance maladie lors des consultations et des analyses médicales ainsi que la prescription des génériques par les médecins ont favorisé le fléchissement des prix de ce poste de dépenses.

En définitive, le taux d'inflation au Gabon est resté en deçà de 3% en 2015 comme le recommande la CEMAC. De plus, comparativement aux autres Etats de la CEMAC, le Gabon est le seul pays à avoir enregistré un taux d'inflation négatif en 2015.

C. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2015

En 2015, le secteur extérieur a subi les effets de la baisse des cours mondiaux de pétrole amorcée au second semestre 2014. Dans ce contexte, le déficit de la balance globale s'est davantage creusé à -217 milliards de FCFA contre -94,2 milliards de FCFA en 2014, en lien avec le déficit de la balance des transactions courantes.

Tableau n°9 : Evolution des comptes de la Balance Des Paiements

En milliards de FCFA	2013 [*]	2014 [*]	2015 [*]	Var 15/14
Transactions courantes	1 133,5	698,7	-17,2	-102,5%
Mouvements de Capitaux	-348,9	-340	-114,2	+66,4%
Erreurs et Omissions	-537,1	-452,9	-85,7	+81,1%
BALANCE GLOBALE	247,5	-94,2	-217	-130,4%

Source : BEAC, * Estimations

1. La balance des transactions courantes

Le compte courant, généralement excédentaire, s'est soldé par un déficit de 17,2 milliards de FCFA en 2015 contre un excédent de 698,7 milliards de FCFA une année plus tôt. Cette diminution est liée à la dégradation du solde commercial (-38,5%).

La balance commerciale

En 2015, l'excédent de la balance commerciale s'est nettement détérioré atteignant un niveau record de 1 699,1 milliards de FCFA depuis trois ans, soit une baisse de 38,5% par rapport à 2014. Ce résultat s'explique par la baisse des exportations de 27,1% contre une baisse de 7,5% en 2014, suite à la dépréciation des prix du brut sur le marché international, en dépit du recul concomitant des importations de 9,8% contre une performance de 5,8% en 2014. Dans ce contexte, les termes de l'échange se sont dégradés de 19,1%.

Tableau n°10 : Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	2013*	2014*	2015*	Var 15/14
<i>Exportations (fob)</i>	4959,7	4586,4	3345,6	-27,1%
<i>Importations (fob)</i>	1725,8	1825,1	1646,5	-9,8%
Balance commerciale	3233,9	2761,4	1699,1	-38,5%
Termes de l'échange	287,4%	251,3%	203,2%	-19,1%

Source : BEAC, * Estimations

La balance des services

Les paiements des services se sont soldés par un déficit de 875,4 milliards de FCFA en 2015, contre 945,1 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution s'explique, par une amélioration du déficit de la quasi-totalité des postes de ce compte, excepté le poste autres assurances qui s'est davantage creusé.

La balance des revenus

La balance des revenus a dégagé un déficit de 697,7 milliards de FCFA en 2015 contre 967,6 milliards de FCFA en 2014. Cette amélioration est attribuable à une diminution de 32,2% des revenus de capital versés à l'étranger.

2. La balance des capitaux

Le déficit du solde de la balance des capitaux s'est nettement amélioré pour s'élever à -114,2 milliards de FCFA en 2015 contre -340 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution s'est faite en liaison, principalement, avec l'accroissement des entrées de capitaux, au titre des autres investissements du secteur public, dont le financement extérieur qui a été évalué à 506,6 milliards de FCFA contre 256,3 milliards de FCFA en 2014.

Les flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE) du Gabon se sont rétractés (-41,7%) pour se situer à 241,2 milliards de FCFA en 2015 contre 414 milliards de FCFA l'année précédente. Cette contraction s'explique, en partie, par la chute des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux qui a affecté l'attractivité des IDE vers ce secteur.

Tableau n°11 : Balance globale

En milliards de FCFA	2013	2014	2015	Var 15/14
1- Transactions courantes	1 133,5	698,7	-17,2	-102,5%
A- Biens et Services	2 345,6	1 816,3	823,7	-54,6%
a- biens	3 233,9	2 761,4	1 699,1	-38,5%
b- services	-888,3	-945,1	-875,4	-7,4%
c- revenus	-1 068,4	-967,6	-697,7	-27,9%
B- Transferts	-143,8	-149,9	-143,2	-4,5%
2- Mouvements de Capitaux	-348,9	-340	-114,2	-66,4%
- Investissements directs	455,7	414	241,2	-41,7%
- Autres investissements	-804,6	-753,9	-355,3	-52,9%
Secteur privé	-1 238,6	-800,8	-601,5	-24,9%
Secteur public	501,7	55,2	263	376,4%
Banques commerciales	-67,7	-8,3	-16,8	102,4%
3- Erreurs et Omissions	-537,1	-452,9	-85,7	-81,1%
BALANCE GLOBALE	247,5	-94,2	-217	130,4%

Source : BEAC

E. LA SITUATION MONETAIRE

Au 31 décembre 2015, la situation monétaire large corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur est marquée par :

- une baisse de la masse monétaire ;
- une consolidation du crédit intérieur ;
- une contraction des avoirs extérieurs nets ;
- une dégradation de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

LA MASSE MONETAIRE (M2)

La masse monétaire a régressé de 0,5% à 2 259,9 milliards de FCFA, suite à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-14,2%). Au niveau de ses composantes, on note une baisse de la circulation fiduciaire (-5,7%) et un léger relèvement des dépôts collectés (0,6%).

▪ *La quasi-monnaie*

La quasi-monnaie a diminué de 2,8% à 794,6 milliards de FCFA en décembre 2015, consécutivement à l'effritement de l'épargne des agents économiques dans un contexte de resserrement de l'activité.

▪ *Les ressources extra-monétaires*

Elles ont baissé de 8,9% pour se situer à 219 milliards de FCFA en décembre 2015, sous l'effet de la dégradation des Autres Postes Nets. Elles sont passées de -89,2 milliards de FCFA en décembre 2014 à -109,2 milliards de FCFA en 2015.

- *Les contreparties de la masse monétaire*

A fin décembre 2015, les contreparties des ressources monétaires ont fléchi de 1,3% à 2 478,9 milliards de FCFA, en liaison avec la contraction des avoirs extérieurs nets (-14,2%).

- *Les avoirs extérieurs nets*

Sur la période de référence, les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont baissé de 14,2% à 1 119,1 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à la dépréciation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 18,1% à 1 001,1 milliards de FCFA en décembre 2015. Par contre, ceux des banques primaires ont enregistré une accélération de 43,5% à 118 milliards de FCFA en décembre 2015.

- *Le crédit intérieur*

A fin décembre 2015, le crédit intérieur s'est renforcé de 12,6% à 1 359,8 milliards de FCFA, corrélativement à la hausse des créances nettes sur l'Etat qui se sont situées à 55,8 milliards de FCFA en décembre 2015 contre -183,5 milliards de FCFA en décembre 2014.

- *Les créances nettes sur l'Etat*

La situation nette débitrice de l'Etat envers le système bancaire s'est établie à 55,8 milliards de FCFA en décembre 2015 contre -183,5 milliards de FCFA en 2014, traduisant ainsi une augmentation des engagements de l'Etat auprès du système bancaire.

- *Les créances sur l'économie*

Elles se sont repliées de 6,3% à 1 304 milliards de FCFA en décembre 2015, en rapport avec la baisse des concours octroyés au secteur privé non financier. Cette évolution est tributaire de la situation économique défavorable dans son ensemble.

LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la BEAC en 2015 a reposé sur un abaissement du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO), la reconduction de l'objectif de refinancement ainsi que le maintien des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

- *Le refinancement bancaire*

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA.

- *La politique des taux d'intérêt*

Au plan sous régional, le Comité de politique monétaire du 17 décembre 2015 tablant sur un ralentissement du taux de croissance de la zone en relation avec les contre-performances du secteur pétrolier, a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 2,45% ;
- Taux des Prises en Pension : 4,20% ;
- Taux Créateur Minimum : 2,45%.

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été fixés comme suit :

- Placements à 7 jours : 0% ;
- Placements à 28 jours : 0% ;
- Placements à 84 jours : 0%.

▪ *La politique des réserves obligatoires*

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

Deuxième Partie : L'EXECUTION DU BUDGET

Le projet de loi de finances rectificative 2015 a été arrêté en équilibre à **2 651,2 milliards FCFA**, contre **3 073,3 milliards FCFA** dans la loi de finances initiale soit une baisse de **422 milliards de FCFA**. Cette diminution s'explique principalement par un retournement défavorable de conjoncture, consécutif à la chute du prix du baril de pétrole.

Malgré ces difficultés conjoncturelles, le Gouvernement a maintenu les efforts d'investissements dans les projets structurants ainsi que les progrès réalisés sur le plan social, en sus des efforts en cours de viabilisation des finances publiques par la réduction du train de vie de l'Etat.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi organique n° 20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget (LOLFEB), les ressources et charges inscrites au Budget de l'Etat se distinguent en opérations budgétaires d'une part **(I)** et en opérations de trésorerie et de financement **(II)** d'autre part.

I. L'EXECUTION DES OPERATIONS BUDGETAIRES

Tableau 1 : Exécution des opérations budgétaires

Recettes			Dépenses			Soldes
Budget général						
	LFR 2015	RECETTES ENCAISSEES		LFR 2015	DEPENSES ORDONNANCEES	
Titre 1. Recettes fiscales	1 240 746	1 421 585	Titre 1. Charges financières de la dette	125 432	174 074	-43 641
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	0	0	Titre 2. Dépenses de personnel	732 662	714 444	
Titre 3. Cotisations sociales	0	0	Titre 3. Dépenses de biens et services	299 000	272 263	
Titre 4. Autres recettes	593 105	565 693	Titre 4. Dépenses de transfert	302 723	320 487	
			Titre 5. Dépenses d'investissement	596 724	539 920	
			Titre 6. Autres dépenses	12 000	9 730	
Total des recettes (Budget général)	1 833 851	1 987 278	Total des dépenses (Budget général)	2 068 541	2 030 919	

Source : DGCPT, DGBFIP

Les opérations budgétaires concernent le recouvrement des recettes et l'exécution des dépenses du Budget général, des Budgets annexes et des Comptes d'Affectation Spéciale. Toutefois, la présentation des opérations d'exécution du Budget 2015 ne concerne que le Budget général en raison de l'absence des Budgets annexes et des Comptes d'Affectation Spéciale dans la loi de finances 2015.

Evaluées à **1 833,8 milliards** de FCFA dans la loi de finances rectificative, les recettes budgétaires ont été recouvrées à **1 987,2 milliards** de FCFA. Dans le même temps, les dépenses budgétaires ont été ordonnancées à **2 030,9 milliards** de FCFA contre **2 068,5 milliards** de FCFA prévues. Cette situation laisse apparaître un déficit budgétaire de **43,6 milliards** de FCFA couvert par les opérations de financement.

A. L'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES

Tableau 2 : Exécution des recettes budgétaires

	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		Ecart Exécution/LFR
RECETTES BUDGETAIRES					
Titre 1 : Recettes fiscales	1 376 336	1 240 746	1 421 585	114,60%	180 839
Titre 4 : Autres recettes	913 358	593 105	565 693	95,40%	-27 411
TOTAL RECETTES	2 289 694	1 833 851	1 987 278	108,40%	153 427

Source : DGCP

Arrêté à **2 289,6 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, le niveau des recettes budgétaires a été révisé à la baisse de **153 milliards de FCFA** pour s'établir à **1 833,8 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative 2015.

Au cours de cet exercice budgétaire, les recettes budgétaires perçues se sont établies à **1 987,3 milliards de FCFA**, soit 108,4%. Ce taux de réalisation excédentaire s'explique essentiellement par les performances enregistrées dans la mobilisation des recettes fiscales.

En effet, à la suite de la dégradation des cours du pétrole, de nombreuses mesures, portant notamment sur la fiscalité de porte et la fiscalité intérieure, ont été prises par les administrations financières.

1. Les recettes fiscales

Tableau 3 : Exécution des recettes fiscales

	LFI 2015	LFR 2015	Exécution		Ecart
			Valeur	%	
A. TITRE 1 : RECETTES FISCALES (Brutes)	1 376 336	1 240 746	1 421 585	114,57%	180 839
Impôts	529 784	471 052	544 335	115,56%	73 283
Impôts sur les sociétés	346 005	272 483	354 917	130,25%	82 434
Impôts sur les personnes	136 197	169 695	164 878	97,16%	-4 816
Impôts sur les revenus des capitaux	47 582	28 875	24 540	84,99%	-4 335
Taxes	846 552	769 694	877 250	113,97%	107 556
Droits et taxes sur la propriété	36 179	24 417	23 014	94,25%	-1 403
Taxes sur les biens et services	349 808	315 052	488 981	155,21%	173 929
Droits et taxes de douane	436 711	402 513	291 779	72,49%	-110 733
Autres recettes fiscales	23 854	27 713	73 475	265,13%	45 763
B. RECETTES FISCALES (Nettes)	1 376 336	1 240 746	1 225 880	98,80%	-14 867

Source : DGCP

Chiffrées à **1 240,7 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative, les recettes fiscales ont été recouvrées à **1 421,5 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 114,5%. Ces performances se décomposent ainsi qu'il suit :

- impôt sur les sociétés (IS) qui affiche un niveau de **355 milliards de FCFA** contre **272 milliards de FCFA** prévus, soit un taux d'exécution de 130,2% ; ces performances sont principalement imputables à l'IS sur les entreprises pétrolières (140,3%), aux retenues à la source (153,7%) et à l'IS hors Mines et Pétrole (135,8%) ;
- taxes sur les biens et services, recouvrées à hauteur de **489 milliards de FCFA** contre un niveau de **315 milliards de FCFA** attendus, soit un taux de 155,2% ; ce surplus de recouvrement s'explique principalement par les redevances d'usure de la route (100,8%), la taxe sur la valeur ajoutée (165%), la redevance obligatoire à l'assurance maladie (133,5%), la taxe sur les contrats d'assurance (118,9%) et les droits d'accises (237,9%) ;
- autres recettes fiscales, recouvrées à **73,4 milliards de FCFA** contre un montant de **27,7 milliards de FCFA** prévus, soit un taux de 265%. Ces performances sont principalement imputables aux taxes diverses (125,3%) et aux pénalités sur les revenus et les bénéfices (525,4%).

La bonne tenue des recettes fiscales s'explique principalement par le renforcement des capacités des administrations fiscales ainsi que par la réforme de la fiscalité.

Les mesures de mobilisation des recettes ont notamment porté sur l'intensification des contrôles fiscaux, la lutte contre la fraude fiscale, l'amélioration du recouvrement et l'élargissement de l'assiette de l'impôt.

Par ailleurs, à l'exception des recettes énumérées supra, les performances enregistrées sur les autres natures de recettes ont été en dessous des prévisions de la loi de finances rectificative. Il s'agit de :

- l'impôt sur les personnes, évalué à **169,6 milliards de FCFA**, a été recouvert à hauteur de **164,8 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 97,1% ;
- l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM), projeté à **28,8 milliards de FCFA**, l'IRVM a été réalisé à **24,5 milliards de FCFA**, soit 84,9% ;
- les droits et taxes sur la propriété, prévus à **24,4 milliards de FCFA**, ont été recouverts à **23 milliards de FCFA**, soit un taux réalisation 94,2% ;
- les droits et taxes de douane, projetés à **402,5 milliards de FCFA**, ont été réalisés à **291,7 milliards de FCFA** soit un taux de 72,4%. Cette évolution est essentiellement expliquée par une diminution de la valeur des importations, couplée à une nette progression de la dépense fiscale.

2. Les recettes non fiscales

Tableau 4 : Exécution des recettes non fiscales

	LFI 2015	LFR 2015	Exécution		Ecart
			Valeur	%	
Revenus de la propriété	858 067	537 071	486 657	90,61%	-50 415
Revenus de participations	10 027	26 604	41 854	157,32%	15 250
Revenus du domaine foncier	441	540	176	32,56%	-364
Revenus du domaine pétrolier	834 703	499 242	433 355	86,80%	-65 887
Revenus du domaine minier	9 195	7 178	6 781	94,47%	-397
Revenus du domaine forestier	3 699	3 507	4 491	128,07%	984
Recettes diverses (y.c. recettes affectées)	55 292	56 033	79 037	141,05%	23 003
TOTAL DES RECETTES NON FISCALES	913 357	593 104	565 694	106,71%	-27 411

Source : DGCPT

Fixées à **593,1 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative, les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de **565,7 milliards de FCFA** soit un taux de 106,7%. Ces surplus de réalisation sont principalement imputables à la bonne tenue :

- des revenus des participations, évaluées à **26,6 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative, ont été réalisés à hauteur de **41,8 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de 157,3%. Ces performances s'expliquent principalement par la hausse des revenus participation dans les sociétés pétrolières (178,6%) et dans les autres sociétés (144,5%) ;
- des revenus du domaine forestier, arrêtés à **3,5 milliards de FCFA**, cette recette a connu une réalisation de **4,5 milliards de FCFA**, soit un taux de 128% ;
- des recettes diverses non fiscales, prévues **56 milliards de FCFA** dans la loi de finances rectificative, elles ont été recouvrées pour **79 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 141%.

B. L'EXECUTION DES CHARGES BUDGETAIRES

Tableau 5 : Exécution des charges budgétaires

	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		ECART Exécution/ LFR 2015
			Valeur	%	
Titre 1. Charges financières de la dette	141 171	125 432	174 074	138,78%	48 642
Titre 2. Dépenses de personnel	732 662	732 662	714 444	97,51%	-18 218
Titre 3. Dépenses de biens et services	379 837	299 000	272 263	91,06%	-26 737
Titre 4. Dépenses de transferts	423 636	302 723	320 487	105,87%	17 764
Titre 5. Dépenses d'investissement	643 778	596 724	539 920	90,48%	-56 804
Titre 6. Autres dépenses	10 000	12 000	9 730	81,09%	-2 270
TOTAL	2 331 084	2 068 541	2 030 919	98,18%	-37 622

Source : DGCPT, DGBFIP

Évaluées à **2 068,5 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les charges budgétaires ont été ordonnancées à **2 030,9 milliards FCFA**, soit un taux de 98,1%.

Nonobstant le surplus observé sur le règlement des intérêts de la dette, qui du reste ont un caractère évaluatif et le dépassement constaté dans l'exécution des dépenses de transferts, les autres dépenses ont été exécutées dans le respect de l'autorisation parlementaire. Cette exécution se décline ainsi qu'il suit :

- dépenses de personnels : 97,5% ;
- dépenses de biens et services : 91% ;
- dépenses d'investissement : 90,4% ;
- autres dépenses : 81%.

Afin de contenir ces dépenses et garantir leur efficacité, le Gouvernement a mis en place un ensemble de mesures de redressement visant principalement l'allègement du train de vie de l'Etat. Aussi, ces mesures sont-elles présentées dans l'analyse de l'exécution des dépenses par titre.

1. Les charges financières de la dette

Tableau 6 : Exécution des charges financières de la dette

Titres et catégories	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		ECART LFI 2015/ LFR 2015
			Valeur	%	
Titre 1. Charges financières de la dette					
Extérieure	113 635	101 635	123 205	120,23%	21 570
<i>Intérêts sur emprunts extérieurs-courants</i>	101 635	101 635	123 205	120,23%	21 570
Intérieure	27 536	23 797	50 870	217,99%	27 073
<i>Intérieurs-DGD</i>	7 536	3 590	19 035	530,22%	15 445
<i>Trésor-dette</i>	20 000	20 207	31 835	162,52%	11 628
Total	141 171	125 432	174 074	138,78%	-15 739

Source : DGCPT, DGBFIP

Au cours de l'exercice budgétaire 2015, les charges financières de la dette ont été exécutées à **174 milliards FCFA**, contre **125,4 milliards FCFA** prévus dans la loi de finances rectificative, soit un taux de 138,7%.

Ce surplus d'exécution procède du règlement des intérêts de la dette sur les emprunts :

- extérieurs, liquidés à **123,2 milliards FCFA**, contre **101,6 milliards FCFA** prévus, soit 120,2%.
- intérieurs, exécutés à **50,9 milliards FCFA** contre **23,8 milliards FCFA** prévus, soit 218%.

2. Les dépenses de personnel

Tableau 7 : Exécution des dépenses de personnel

Titres et catégories	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		ECART LFI 2015/ LFR 2015
			Valeur	%	
Titre 2. Dépenses de personnel					
dont :					
Solde permanente	561 550	561 550	562 879	100,24%	1 329
Main d'œuvre non permanente (MONP)	70 956	70 956	60 252	85,83%	-10 704
Prime d'Incitation à la Performance	100 156	100 156	91 313	91,17%	-8 843
Total	732 662	732 662	714 444	97,51%	-18 218

Source : DGCPT, DGBFIP

Evaluées à **732,6 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les dépenses de personnel ont été exécutées à **714,4 milliards FCFA**, soit un taux de 97,6%.

Le maintien du niveau des dépenses de personnel dans les limites de l'autorisation parlementaire s'explique par la mise en place d'un ensemble de mesures visant à maîtriser la dépense de personnel, notamment la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge, la suspension des avancements automatiques, l'assainissement du fichier solde (indemnités de fonction, prestations familiales, etc.).

Ainsi, les différents postes de dépenses de personnel ont été exécutés ainsi qu'il suit :

- solde permanente, évaluée à **561,5 milliards FCFA**, elle a été exécutée à **562,8 milliards FCFA**, soit 100,2% ;
- main d'œuvre non permanente (**MONP**), exécutée à **39,7 milliards FCFA** contre 70,9 milliards prévus dans la loi de finances rectificative, soit 85,3% ;
- la Prime d'Incitation à la Performance (**PIP**), arrêtée à **100,156 milliards FCFA** dans le collectif budgétaire, celle-ci a été exécuté à **91,3 milliards FCFA**, soit 91,7%.

3. Les dépenses de biens et services

Tableau 8 : Exécution des dépenses de biens et services

Titres et catégories	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		ECART LFI 2015/ LFR 2015
			Valeur	%	
Titre 3. Dépenses de biens et services	379 837	299 000	272 263	91,07%	-26 737
dont Remboursement TVA	124 310	60 010	59 689	99,46%	-321
Total	379 837	299 000	272 263	91,07%	-26 737

Source : DGCPT, DGBFIP

Arrêtées à **299 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à **272,3 milliards FCFA**, soit 91,07%.

L'exécution des dépenses de biens et services dans les limites prescrites est consécutive au renforcement de la qualité de leur programmation lors de l'élaboration du collectif budgétaire, au regard d'une part de l'objectif de réduction du train de vie de l'Etat, et d'autre part, de la baisse des recettes pétrolières.

Dans ce contexte, les remboursements TVA ont été ordonnancés à **59,7 milliards FCFA** contre **60 milliards FCFA** prévus, soit un taux de 99,4% portant exclusivement sur la TVA courante.

Par ailleurs, la maîtrise de certains grands postes de dépenses a permis de contenir ce titre au niveau de l'autorisation parlementaire. Il s'agit notamment des :

- conventions nettoyage : **31,3 milliards FCFA** ;
- consommations téléphoniques : **5 milliards FCFA** ;
- services d'eau et d'électricité des bâtiments administratifs : **12,3 milliards FCFA** ;
- des baux administratifs : **15,6 milliards FCFA** ;
- frais de restauration des étudiants : **23,5 milliards FCFA**.

4. Les transferts

Tableau 9 : Exécution des dépenses de transferts

Titres et catégories	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		ECART LFI 2015/ LFR 2015
			Valeur	%	
Titre 4. Dépenses de transferts	423 636	302 723	320 487	105,87%	17 764
<i>dont Bourses des étudiants</i>	<i>42 775</i>	<i>38 399</i>	<i>55 759</i>	<i>145,21%</i>	<i>17 360</i>
Total	423 636	302 723	320 487	105,87%	17 764

Source : DGCPT, DGBFIP

Malgré la volonté affirmée dans la loi de finances rectificative de mieux encadrer les dépenses de transferts à travers la réforme de l'aval pétrolier et la redéfinition du principe d'octroi des subventions, l'exécution de ces dépenses a connu un dépassement.

En effet, budgétées à **302,7 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2015, les dépenses de transferts ont été ordonnancées à **320,5 milliards FCFA**, soit 105,87%.

Il convient de rappeler que le principe de fongibilité introduit par la budgétisation par objectifs de programme (BOP) induit la possibilité de retrouver le niveau d'exécution d'un titre au-delà de la dotation initiale.

Le dépassement observé ici, résulte de la prise en compte de certaines natures de dépenses urgentes et incompressibles telles que les bourses des étudiants. A titre d'illustration, prévues à **38,3 milliards FCFA** dans le collectif budgétaire, elles ont été exécutées à **55,8 milliards FCFA**, soit 145,2%.

Toutefois, l'exécution des autres grands postes de transferts a globalement respecté le caractère limitatif des crédits ouverts sur ce titre. Pour l'essentiel, il s'agit des :

- cotisations internationales : **7,6 milliards FCFA** ;
- aides à l'éducation et à la formation : **3,1 milliards FCFA** ;
- transferts au FNAS : **3,4 milliards FCFA** ;
- subvention à la SOGATRA : **5,9 milliards FCFA**.

5. Les dépenses d'investissement

Tableau 10 : Exécution des dépenses d'investissement

Titres et catégories	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		ECART LFI 2015/ LFR 2015
			Valeur	%	
Titre 5. Dépenses d'investissement	643 778	596 724	539 920	90,48%	-56 804
dont Financements extérieurs	207 256	278 212	182 515	65,60%	-95 697
Total	643 778	596 724	539 920	90,48%	-56 804

Source : DGCP, DGBFIP

En investissement, malgré la conjoncture particulièrement difficile, le Gouvernement a mis l'accent sur la poursuite des actions liées au secteur des infrastructures et l'amélioration du climat des affaires, tout en préservant les efforts en cours dans les secteurs social et productif.

Projetées à **596,7 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à **539,9 milliards FCFA**, soit 90,4%.

S'agissant des projets adossés aux financements extérieurs, arrêtés à **278,2 milliards FCFA**, ils ont été exécutés à hauteur de **182,5 milliards FCFA**, soit 65,6%.

Ces tirages concernent principalement les projets suivants :

- aménagement route Port-Gentil-Omboué : 57,4 milliards FCFA ;
- aménagement prioritaire des bassins versants : 10,6 milliards FCFA ;
- dorsale Télécom : 10,8 milliards FCFA ;
- sécurisation du réseau transport électrique Libreville : 7,2 milliards FCFA ;
- aménagement route Koumameyong-Ovan : 9,2 milliards FCFA ;
- aménagement route Lalara-Koumameyong : 6,8 milliards FCFA ;
- centre Hospitalier Universitaire Mère-Enfant : 9,6 milliards FCFA ;
- centre Hospitalier Universitaire de Libreville : 13,9 milliards FCFA ;
- aménagement route Ndjolé-Medoumane : 33,7 milliards FCFA ;
- aménagement axe routier PK12-Bifoun : 6,2 milliards FCFA.

6. Les Autres dépenses

Tableau 11 : Exécution des autres dépenses

Titres et catégories	LFI 2015	LFR 2015	Exécution 2015		ECART LFI 2015/ LFR 2015
			Valeur	%	
Titre 6. Autres dépenses					
Intérieures-AJE	5 000	5 000	2 134	45,67%	-2 866
Restructuration des entreprises	5 000	7 000	7 597	108,53%	597
<i>Coûts sociaux des restructurations</i>	<i>5 000</i>	<i>7 000</i>	<i>7 597</i>	<i>108,53%</i>	<i>597</i>
TOTAL	10 000	12 000	9 731	81%	-2 269

Source : DGCPT, DGBFIP

Evaluées à **12 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les autres dépenses ont été ordonnancées à **9,7 milliards FCFA**, soit 81%.

Les autres dépenses comprennent :

- les protocoles transactionnels, les condamnations pécuniaires et les séquestres en gestion à l'Agence Judiciaire de l'Etat (AJE), évalués à **5 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, ces dépenses ont été ordonnancées à **2,1 milliards FCFA**, soit 45,6% ;
- les coûts sociaux de restructuration des entreprises pour la prise en compte des plans sociaux, exécutés à **7,6 milliards FCFA** contre **7 milliards FCFA**, soit 108,5%.

II. L'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

Tableau 12 : Exécution des opérations de trésorerie et de financement

	LFI 2015	LFR 2015	Exécution		Ecart
			Valeur	%	
Charges de trésorerie et de financement					
Amortissement (dette extérieure)	302 691	243 636	217 742	89,37%	- 25 894
Amortissement des prêts du secteur bancaire	231 587	88 546	128 796	145,46%	40 250
Autres amortissements	156 000	149 800	555 537	370,85%	405 737
Correspondants du Trésor et CAS	41 875	44 948	83 123	184,93%	38 175
Prêts et avances	10 075	55 765	-	0,00%	- 55 765
Total	742 228	582 695	985 198	169,08%	402 503
Ressources de trésorerie et de financement					
Tirages	207 256	278 212	182 515	65,60%	- 95 697
Emissions de titres publics	576 362	365 000	530 366	145,31%	165 366
Financement bancaire	-	174 173	354 705	203,65%	180 532
Total	783 618	817 385	1 067 585	130,61%	250 200
Solde des opérations de financement et de trésorerie	41 390	234 690	82 387		- 152 303

Source : DGCPT

Chiffrées à **582,7 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative 2015, les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à **985,1 milliards FCFA**, soit 169%.

Dans le même temps, les ressources de trésorerie et de financement ont été liquidées à **1 067,6 milliards FCFA** contre **817,4 milliards FCFA** prévues dans le collectif budgétaire, soit 130,6%.

Cette situation laisse apparaître un excédent de trésorerie de **82,4 milliards FCFA** pour la couverture du déficit constaté sur le solde des opérations budgétaires.

Le développement qui suit présente l'exécution détaillée des ressources et des charges de trésorerie et de financement.

A. Les charges de trésorerie et de financement

Tableau 13 : l'exécution des charges de trésorerie et de financement

	LFI 2015	LFR 2015	Exécution		Ecart
			Valeur	%	
Charges de trésorerie et de financement					
Amortissement (dette extérieur)	302 691	243 636	217 742	89,37%	- 25 894
Emprunts extérieurs-courants	302 691	243 636	217 742	89,37%	- 25 894
Bilatéraux	31 256	43 466	33 465	76,99%	- 10 001
Multilatéraux	93 242	31 977	27 852	87,10%	- 4 125
Banques	178 193	168 193	133 524	79,39%	- 34 668
Marché international	-	-	22 901		22 901
Amortissement des prêts du secteur bancaire	231 587	88 546	128 796	145,46%	40 250
Intérieur-DGD	231 587	88 546	128 796	145,46%	40 250
Emprunts intérieurs-courants	231 587	88 546	128 796	145,46%	40 250
Banques	48 750	40 250	66 602	165,47%	26 352
Moratoires	53 837	35 296	39 518	111,96%	4 222
Divers	29 000	13 000	22 676	174,43%	9 676
Marchés Financiers	100 000	-	-		-
Autres amortissements	156 000	149 800	555 537	370,85%	405 737
Amortissement des prêts du secteur non bancaire		30 000		0,00%	- 30 000
AJÉ, coûts sociaux, opérations de couverture	-	-	-		-
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	86 000	51 900	98 428	189,65%	46 528
Instances Trésor	70 000	27 900	321 064	1150,77%	293 164
Arriérés de TVA		70 000	136 045	194,35%	66 045
Arriérés SOGARA	-	-	-		-
Correspondants du Trésor	41 875	44 948	83 123	184,93%	38 175
Prêts et avances	10 075	55 765	-	0,00%	- 55 765
Fonds Souverain de la RG	10 075	2 000	-	0,00%	- 2 000
Compte IMA (Approvisionnement)	-	53 765	-	0,00%	- 53 765
Total	742 228	582 695	985 198	169,08%	402 503

Source : DGCPT

Arrêtées à **582,7 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les charges de trésorerie et de financement ont été exécutées à **985,2 milliards FCFA**, soit 169%. Cette performance est principalement imputable aux amortissements des prêts du secteur bancaire (145,6%), aux autres amortissements (370,8%), et aux comptes des Correspondants du Trésor (184,9%).

Toutefois, les amortissements dettes extérieures ont été exécutés en dessous de l'autorisation du Parlement, **217,7 milliards FCFA** liquidés contre **243,6 milliards FCFA** prévu.

B. Les ressources de trésorerie et de financement

Tableau 14 : Exécution des ressources de trésorerie et de financement

	LFI 2015	LFR 2015	Exécution		Ecart
			Valeur	%	
Ressources de trésorerie et de financement					
Tirages	207 256	278 212	182 515	65,60%	- 95 697
Tirages sur conventions en cours	168 351	271 399	171 182	63,07%	- 100 217
Tirages sur nouvelles conventions	38 905	6 813	11 333	166,34%	4 520
Emissions de titres publics	576 362	365 000	530 366	145,31%	165 366
Emissions de titres publics sur le marché international	490 100	265 000	296 299	111,81%	31 299
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	86 262	100 000	234 067	234,07%	134 067
Financement bancaire	-	174 173	354 705	203,65%	180 532
Banque Centrale	-	174 173	195 000	111,96%	20 827
Banques commerciales	-	-	159 705		159 705
Total	783 618	817 385	1 067 585	130,61%	250 200

Source : DGCP

Projetées à **817,4 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative, les ressources de trésorerie et de financement ont été liquidées à **1 067,8 milliards FCFA**, soit 130,6%.

Ces performances sont dues aux émissions de titres publics, **365 milliards FCFA** prévus contre **530,4 milliards FCFA** liquidés, et au financement bancaire, **354,7 milliards FCFA** liquidés contre **174,1 milliards FCFA** prévus.

Malgré la bonne tenue des tirages sur les nouvelles conventions, 166,3% d'exécution, les tirages restent globalement en dessous du seuil autorisé par le Parlement. En effet, prévus à **278,2 milliards FCFA**, les tirages ont été réalisés à **182,5 milliards FCFA**, soit 65,6%.

C. Détermination du résultat

Tableau 15 : Détermination du résultat

	LFI 2015	PLFR 2015	Exécution
1. Opérations budgétaires			
Recettes budgétaires(+)	2 289 694	1 833 851	1 987 278
Dépenses budgétaires (-)	2 331 085	2 068 541	2 030 919
Solde des opérations budgétaires (+/-)	-41 391	-234 690	-43 641
2. Opérations de trésorerie et de financement			
Charges de trésorerie et de financement (-)	742 228	582 695	985 198
Ressources de trésorerie et de financement (+)	783 618	817 385	1 067 585
Financement résiduel (+/-)	-		
Solde des opérations de trésorerie et de financement (+/-)	41 390	234 690	82 387
3. Résultats			
Résultat prévisionnel de l'exercice (+/-)		-	38 746
Résultat prévisionnel de l'exercice antérieur (+/-)			
Résultat cumulé des années antérieures (+/-)	48 312	48 312	
Solde à nouveau prévisionnel (+/-)	48 312	48 312	

Source : DGCP

Le résultat de l'année, est arrêté à **38,7 milliards FCFA** dans la loi de règlement. Ce résultat excédentaire est affecté au compte permanent des découverts du Trésor qui s'améliore et s'établit à – **1 223,4 milliards FCFA**.

Fait à Libreville, le

Le Ministre du
Développement Durable, de
l'Économie, de la Promotion
des Investissements et de la
Prospective

Le Ministre du Budget et des
Comptes Publics

Régis IMMONGAULT

Christian MAGNAGNA